



CRAAD-OI
Centre de Recherches et d'Appui pour les
Alternatives de Développement - Océan Indien

RSCDA-OI
Research and Support Center for
Development Alternatives - Indian Ocean

LA REFONDATION DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE MADAGASCAR ET DE SA COOPERATION INTERNATIONALE NE DOIT PAS PORTER ATTEINTE A SA SOUVERAINETE NATIONALE ET A LA PAIX DANS LA ZONE DE L'OCEAN INDIEN

Les organisations signataires de ce Communiqué sont profondément préoccupées par les implications des accords de coopération économique et militaire conclus par le Président de la Refondation de Madagascar durant ses rencontres récentes avec les dirigeants de la Russie et de la France. En premier lieu, nous tenons à rappeler que d'après le Conseil des Droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies, les dirigeants de la période de transition n'ont ni l'autorité ni le droit légal de prendre des engagements à long terme pour le pays, à l'instar du gouvernement de transition de 2009 avec le projet minier Toliara Sands¹.

C'est avec beaucoup d'inquiétude que nous analysons le contenu des accords avec la Russie, qui tendent à favoriser sa main-mise sur des secteurs stratégiques du développement national tels que la défense, la sécurité, l'énergie et le secteur minier, en plus de son ingérence politique bien connue dans les processus électoraux, et de son activisme dans la poursuite de ses objectifs militaires et géostratégiques dans la zone de l'Océan Indien Occidental².

En ce qui concerne les accords avec la France, nous dénonçons le silence des deux parties en présence au sujet de la continuité coloniale du contrôle de l'administration française sur les « Nosy Malagasy » (Iles Eparses), qui font partie intégrante du territoire national de Madagascar. Même si l'on peut considérer que le caractère exclusif et la plénitude de la souveraineté de Madagascar sur ces îles ne sont plus ouverts à la discussion, il est du devoir du Chef de l'Etat Malagasy de le rappeler en mettant sur l'agenda de son déjeuner de travail avec le Chef de l'Etat Français l'obligation de ce dernier de respecter l'intégrité territoriale de Madagascar en application de la résolution de 1979 des Nations Unies.

L'exclusion des Iles Eparses de l'agenda de la rencontre entre les dirigeants Malagasy et Français est d'autant plus inacceptable que leurs discussions ont porté sur des enjeux stratégiques comme le développement des capacités portuaires d'Antsiranana (Diégo Suarez), y compris la réhabilitation de l'ex-base navale militaire française, dans le cadre de la coopération bilatérale de sécurité et de défense³. L'importance pour la France de regagner ce positionnement stratégique dans la grande baie d'Antsiranana qui se trouve à quelques encablures des principaux couloirs maritimes de l'Océan Indien est indéniable, surtout dans le contexte géopolitique actuel. Il en est de même pour la Russie, dont le Président Vladimir Poutine a également fait part de son intérêt pour la ville et le port d'Antsiranana. Elle envisagerait notamment d'y investir massivement pour moderniser l'enceinte portuaire et la base navale militaire abandonnée⁴.

Malgré les déclarations du Chef de l'Etat Malagasy qui insiste sur sa volonté de mener une politique extérieure d'équilibre et de diversifier ses relations diplomatiques, il est évident que le régime de la transition est en passe de devenir un instrument de la concurrence géopolitique entre la Russie et la France, dont le principal enjeu est le contrôle de la base navale d'Antsiranana, afin d'assurer la présence militaire nécessaire à la régulation stratégique et sécuritaire du Canal de Mozambique. Comme le Colonel Michaël Randrianirina devrait pourtant le savoir, la base navale militaire d'Antsiranana est d'une importance cruciale pour la souveraineté maritime de Madagascar qu'il importe de sauvegarder, d'où le retrait en 1973 de l'armée française qui l'occupait suite à la révision des accords de coopération Malagasy avec l'ancienne puissance coloniale.

Cette concurrence géopolitique entre les grandes puissances se traduit également par une compétition en matière d'accords de coopération économique conclus directement sous l'égide du Président Michaël Randrianirina - y compris des projets extractivistes à grande échelle et de longue durée dans les secteurs agricole, minier et de l'économie bleue⁵ - dans une transparence douteuse et sans le consentement libre, éclairé et préalable des communautés affectées par de tels projets.

¹ <https://www.cetim.ch/violations-des-droits-humains-%C3%A0-madagascar/>

² <https://midi-madagasikara.mg/madagascar-russie-renforcement-de-la-cooperation-militaire/>;
<https://www.facebook.com/LGAH6/videos/actualite%C3%A9-internationale-russiemadagascarcoop%C3%A9ration-militaire-la-russie-prend-l/896637566623840/>

³ <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2026/02/24/communiqu%C3%A9-conjoint-a-lissu%C3%A9-de-la-rencontre-bilaterale-entre-le-president-emmanuel-macron-et-michael-randrianirina-president-de-la-refondation-de-la-republique-de-madagascar>

⁴ <https://la1ere.franceinfo.fr/reunion/cooperation-france-madagascar-accords-economiques-et-militaires-1675575.html>

⁵ Ibid.

Au niveau régional, les processus de territorialisation maritime menés par les grandes puissances, et souvent soutenus par des forces militaires et de sécurité, sont liés à la militarisation croissante de la région et au pillage du patrimoine naturel commun des peuples de l'Océan Indien Occidental, y compris leurs ressources marines et minières ainsi que leurs terres. Ces dynamiques complexes constituent une nouvelle forme de recolonisation dominée par les puissances impériales et un certain nombre d'acteurs commerciaux, et soulèvent de graves questions de souveraineté et de sécurité parmi les îles de l'Océan Indien.

Face à tous ces problèmes, les organisations signataires de ce Communiqué déclarent :

- Nous voulons la paix ! L'Océan Indien doit être déclaré 'Zone de Paix'. Toutes les bases militaires étrangères existantes, comme Diego Garcia, doivent être fermées, et aucune nouvelle base militaire étrangère ne doit être installée à Antsiranana ou en tout autre lieu sur cette Zone.
- Les processus de décolonisation effective doivent être achevés en restituant leurs territoires aux peuples des nations concernées, et en éradiquant toutes nouvelles formes de colonisation ou d'accaparement des terres, des îles, du littoral, des plages, et des ressources marines de la région de l'Océan Indien.
- Notre océan est notre bien commun, et nous nous opposons avec la plus grande force à son pillage et aux accords de pêche ou d'extraction de ressources naturelles préjudiciables à nos populations, à notre souveraineté territoriale et alimentaire, et à la biodiversité de notre océan.

Antananarivo, le 06 mars 2026

- Mouvement des Peuples de l'Océan Indien (MPOI); c/o CRAAD-OI
- Centre de Recherches et d'Appui pour les Alternatives de Développement – Océan Indien (CRAAD-OI);
craad.madagascar@gmail.com ; <http://craadoimada.com>